

PRÉFECTURE DE L'OISE

ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION
D'EXPLOITER UNE CARRIERE DE MATERIAUX
CALCAIRES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
SAINT-MAXIMIN PAR LA B.P.E LECIEUX

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la légion d'honneur

VU le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code du patrimoine ;

VU l'ordonnance n° 59-115 du 07 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

VU l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU la loi 2001-44 modifiée du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

VU le décret n° 53-578, modifié et complété, et la nomenclature des installations classées annexée ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions reprises au Titre 1^{er} "installations classées pour la protection de l'environnement" du Livre V du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté du 01 février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 1999 adoptant le schéma départemental des carrières du département de l'Oise ;

VU la demande présentée le 18 mars 2003 et complétée le 18 juin 2003 par Madame Francine ROUSSEL, agissant en qualité de gérante de la SARL BPE LECIEUX, dont le siège social est situé à SAINT-MAXIMIN (60), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation mobile de concassage criblage des matériaux extraits, sur le territoire de la commune de Saint-Maximin, lieux-dits, "Les Longères des Haies" et "le Moulin", parcelles cadastrées section AE n° 16 à 19, 31 à 33, 36, 38 à 43, 62, 64 à 66, 329, 333 et 336 ;

VU les plans des lieux et documents joints à la demande précitée ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU le rapport et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de PICARDIE en date du 24 mai 2004 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 16 juin 2004 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 512-1, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment les opérations de remise en état des lieux, permettront de limiter les inconvénients pouvant résulter des travaux d'exploitation de la carrière ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

A R R E T E

ARTICLE 1er: La S.A.R.L. BPE LECIEUX dont le siège social est situé lieudit "Les Saintes Barbes", Chaussée Neuve, BP 139 - 60741- SAINT MAXIMIN CEDEX, représentée par Mme Francine ROUSSEL agissant en qualité de gérante, est autorisée à exploiter une carrière de matériaux calcaires et une centrale mobile de concassage criblage des matériaux extraits, sur le territoire de la commune de SAINT-MAXIMIN, lieudits « Les Longères des Haies » et « Le Moulin », parcelles cadastrées section AE, n° 16 à 19, 31 à 33, 36, 38 à 43, 62, 64 à 66, 329, 333

et 336, de superficie totale 601 332 m², telles qu'elles figurent au plan à l'échelle 1/2 500ème dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

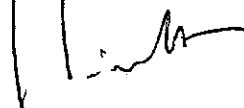
La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, dans les limites des droits d'extraction dont est titulaire la bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables à l'installation, en particulier celles édictées en annexe du présent arrêté ou pouvant l'être par arrêté complémentaire.

ARTICLE 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514.6 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le sous-préfet de SENLIS, le maire de Saint-Maximin, l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à la réglementation en vigueur.

Beauvais, le 10 novembre 2004.

le préfet



Jacques GÉRAULT

Destinataires :

- Mme ROUSSEL, Gérante de la BPE LECIEUX
"Les Saintes Barbes", Chaussée Neuve, BP 139 - 60741- SAINT MAXIMIN CEDEX

M. le maire de Saint-Maximin

Monsieur le sous-préfet de Senlis

M. Robert LAHAYE , Commissaire-enquêteur, Verneuil en Halatte

Monsieur le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie
44 rue Alexandre Dumas
80094 AMIENS cedex 3

Monsieur l'Inspecteur des installations classées
s/c de Monsieur le Chef de groupe des subdivisions de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de
l'environnement
283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 BEAUVAIS

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de Picardie
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS cedex

Monsieur le directeur régional des affaires culturelles
Service régional de l'archéologie
5 rue Henri Daussy
80044 AMIENS CEDEX

Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

Madame la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

2
Madame la Directrice départementale de l'équipement (SEEG - ADS)

ANNEXE

TITRE 1 : ACTIVITES AUTORISEES

1.1 – Classement des installations

L'établissement comprend les installations mentionnées à la rubrique 2510.1o de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique	Régime	Désignation de l'installation	Caractéristique de l'installation
2510.1°	Autorisation	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier	Extractions de matériaux calcaires Surface autorisée : 425 000 m ² Surface exploitable : 330 000 m ² Production max. : 260 000 t/an
2515.1	Autorisation	Broyage, concassage, criblage, ..., la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Installation de concassage criblage des matériaux extraits sur le site, puissance installée : 440 kW

1.2 – Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans à compter de la date de notification de la présente décision. Elle cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

1.3 – Rythme de l'exploitation

Les extractions et remblaiements ont lieu pendant la période de 7 h 30 à 17 h, exclusivement les jours ouvrables.

TITRE II : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

II. 1 : Champ d'application

Les prescriptions de l'autorisation s'appliquent aux installations dans l'établissement susvisé et à celles qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients qu'il présente.

II. 2 : Modification

Toute modification apportée par le demandeur aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

II. 3 : Direction technique

Avant toute poursuite d'exploitation dans le cadre de la présente autorisation, la bénéficiaire porte à la connaissance de l'inspection des installations classées, les nom, prénom et adresses postale et téléphonique de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. A défaut, le représentant de l'exploitant est réputé être personnellement chargé de la direction technique des travaux.

II. 4 : Changement d'exploitant, renouvellement, cessation d'activité, suspension

Le renouvellement de l'autorisation pourra être demandé. La demande devra en être déposée au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation en cours dans les conditions fixées par le décret no 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Si le renouvellement n'est pas sollicité, l'exploitant devra adresser au préfet, au moins 6 mois avant la date d'expiration de la validité de la présente autorisation, une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux et leur date de réalisation finale. Cette déclaration sera présentée et instruite conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

La même procédure sera appliquée :

- en cas de renonciation totale ou partielle de la présente autorisation,
- en cas de refus de renouvellement sollicité.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la demande au Préfet trois mois au moins avant la date de prise de possession envisagée. À la demande seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

Dans les cas prévus notamment par l'article L 514.1 du code de l'environnement, en cas de non-respect des dispositions en vigueur, l'autorisation peut à tout moment être suspendue.

II. 5 : Garanties financières

II.5.1. La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

II.5.2. La production moyenne annuelle autorisée est de 206 000 t de matériaux calcaires, dont 6 000 m3 de pierres de taille.

La quantité totale autorisée à extraire est de 2 475 000 m³ soit 3 712 500 t.

II.5.3. Le site de la carrière porte sur une surface de 330 000 m².

II.5.4. L'exploitant constitue des garanties financières afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.

Le montant TTC des garanties financières constituées lors de la remise en exploitation faisant l'objet de la présente décision est de :

pour la première période quinquennale :	107 980 €,
pour la deuxième période quinquennale :	123 880 €,
pour la troisième période quinquennale :	124 050 €,
pour la quatrième période quinquennale :	91 590 €,
pour la cinquième période quinquennale :	82 660 €.

II.5.5. Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

Dès la notification de la présente décision, la bénéficiaire met en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état des lieux peut être consulté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, elle adresse au Préfet, une déclaration de poursuite d'exploitation et le document établissant la constitution des garanties financières.

II.5.6. Fin d'exploitation

Sans que cela fasse obstacle au droit d'exploiter accordé par le présent arrêté pour la durée prévue au titre I-1.2 ci-dessus, l'exploitant adresse au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site (accompagné de photos).

II.5.7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

En cas d'augmentation supérieure à 15 % de l'indice TPO1 pendant la période d'autorisation, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

II.5.8. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

II.5.9. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 3o du code de l'environnement.

II.5.10. Le préfet fait appel aux garanties financières :

soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514.1 du code de l'environnement ;
soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

II.5.11. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514.11 du code de l'environnement.

II. 6. : Conduite de l'exploitation

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

L'exploitation des installations doit être conduite de manière à éviter les émissions de polluants dans l'environnement.

II. 7. : Surveillance

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols, ou de mesures de niveaux sonores ou de vibrations afin de contrôler l'impact de l'exploitation sur l'environnement.

L'ensemble des frais occasionnés par les opérations précitées est à la charge de l'exploitant.

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement.

II. 8 : Incident - accident

Tout incident notable ou accident survenu du fait du fonctionnement des installations, y compris des opérations de chargement ou déchargement des produits, qui est de nature à

porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant fournit à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.

II.9 : Rappel de textes visant l'installation

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'installation les prescriptions qui les concernent des textes cités ci-dessous :

arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

TITRE III : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE III.1 - GÉNÉRALITÉS

III.1.1 : Usage et tenue de l'établissement

Le site est à usage strictement industriel et n'est ni occupé, ni habité par des tiers. Les activités de loisirs ou de sports sont prohibées pendant la durée de l'exploitation. Toutefois, pour les parcelles en attente d'exploitation ou remises en état, les activités utiles à l'entretien des sols ou à l'insertion paysagère, les activités agricoles notamment, sont admises sous réserve :

qu'il n'en résulte pas d'inconvénient ou danger supplémentaire pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ;
qu'elles ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions réglementant le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site ;
que l'exploitant adopte toutes mesures utiles aux intervenants (information préalable, plan de prévention signé par les parties...) qu'il accepte sous sa responsabilité dans l'emprise du site afin de permettre l'application effective des alinéas précédents.

Il est maintenu propre et entretenu en permanence. Ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (plantations, engazonnement...).

Aucun stockage, même temporaire, de matériaux ou produits non utiles à l'exploitation ne doit être réalisé dans l'établissement.

III.1.2 : Prévention et pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes dispositions utiles dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

En particulier, il établit des consignes d'exploitation qui indiquent explicitement les dispositions à appliquer et les contrôles à effectuer pour respecter en toute circonstance les prescriptions du présent arrêté.

III.1.3 : Formation et information du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle du personnel intervenant dans l'établissement.

La formation du personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à l'environnement, doit être en relation avec les règlements visant à la protection de l'environnement.

L'exploitant établit et tient à jour une ou des consignes de sécurité fixant en particulier les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines, etc.) en cas d'incident ou d'accident.

Il s'assure que cette ou ces consignes sont connues du personnel concerné.

III.1.4 : Bornage et plans de l'exploitation

L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant la reprise des travaux dans le cadre de la présente autorisation :

des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1° du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

un plan de bornage en deux exemplaires est adressé dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté d'autorisation, à l'inspection des installations classées à Beauvais.

De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 000ème. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;

la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Une copie en deux exemplaires est adressée à l'inspecteur des installations classées, chaque année, au plus tard à la date anniversaire du début d'exploitation.

III.1.5 : Exploitation

Les extractions s'effectuent à l'aide d'engins mécaniques.

L'exploitation est conduite à ciel ouvert, à sec.

Le décapage des terrains est limité au strict besoin des travaux d'exploitation. Il doit être effectué autant que possible en période sèche. Il est conduit de façon à conserver la valeur humifère à la terre végétale.

III.1.6 : Accès

Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.

L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière doit être interdit par une clôture solide et efficace qui est continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant et des pancartes signalent le danger.

En dehors des périodes ouvrées, l'établissement doit être fermé à clef, par un portail. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.

III.1.7 : Conditions de circulation à l'extérieur de l'établissement

L'accès aux voies publiques se fait en concertation avec les services ou collectivités compétents. Un constat des lieux contradictoire est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le chemin d'accès à la carrière doit permettre le croisement aisé des camions de transport. Au niveau de son débouché sur la voie publique, il est doté d'un revêtement stabilisé (tapis bitumineux ou équivalent), sur 50 m au moins. S'il y a lieu, particulièrement lors des périodes humides, avant qu'ils ne quittent le site de la carrière pour rejoindre la voie publique, les roues des engins ou véhicules sont nettoyées de façon à éviter tout dépôt de boue sur cette dernière. En cas d'impossibilité d'assurer un nettoyage suffisant à prévenir les entraînements de boue sur la voie publique, les évacuations devront être suspendues, à l'initiative de l'exploitant ; elles pourront reprendre, sous sa responsabilité, dès lors que les conditions météorologiques lui permettront de respecter effectivement la présente disposition.

L'exploitant adopte toutes mesures utiles de sa responsabilité pour prévenir les pertes de matériaux sur la voie publique. Les bennes évacuant des produits pulvérulents sont bâchées. L'exploitant prend toutes dispositions utiles de son ressort pour faire respecter cette obligation : il refuse en particulier de charger les camions dépourvus de bâches.

L'exploitant assure l'entretien régulier de l'accès à la carrière et le nettoyage de la voie publique autant que nécessaire.

Une signalisation réglementaire est installée et régulièrement entretenue.

Dans la limite des articles L 131-8 et L 131-9 du code de la voirie routière, la bénéficiaire prend en charge les frais occasionnés par les aménagements rendus nécessaires du fait du trafic de poids lourds généré par ses activités ainsi que les dommages résultant de ce trafic, travaux de renforcement, d'entretien ou de réparations qui résulteraient d'une évolution anormale des conditions de stabilité et de sécurité de la voirie existante, et ce à la fois au droit des accès à l'établissement et sur les itinéraires d'approche ou de diffusion.

III.1.8 : Circulation dans l'établissement

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...). La signalisation est celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation sont toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité.

Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.

III.1.9 : Transport, chargement et déchargement des produits dangereux pour l'environnement

Les produits dits dangereux sont ceux visés par la réglementation sur le Transport des Matières Dangereuses.

Le chargement et le déchargement des produits précités se font en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des produits, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des produits concernés et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

III.1.10 : Emprise des travaux

Les bords des excavations doivent être établis et tenus à une distance horizontale de plus 10 m du périmètre autorisé, de 40 m de l'emprise de la RN 16, et de 15 m :
le long de la limite Nord (coté zone commerciale),

de la voie communale n° 3, entre l'entrée du site et l'allée des marronniers, en façade Ouest de la plate forme prévue au sud du site de la carrière.

Compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'exploitation doit être arrêtée, à compter des bords supérieurs de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité de terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur. Une banquette de 4 m de large est aménagée entre l'étage de pierres dures et caillasses et celui de la pierre de Saint-Maximin, ainsi que préconisé à l'étude géotechnique CFEG figurant au dossier de demande susvisé.

CHAPITRE III.2 – EFFETS SUR L'EAU

III.2.1 : Ecoulement des eaux superficielles

Toutes dispositions sont prises pour ne pas perturber de façon notable le régime hydraulique existant tant en cours d'exploitation qu'après remise en état des lieux. Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

III.2.2 : Qualité des eaux superficielles ou souterraines

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Toute manipulation de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines tel le remplissage des réservoirs de carburant, doit être effectuée sur une aire étanche formant cuvette de rétention ou dirigeant tout déversement accidentel vers une capacité de rétention et dont la vidange par gravité est physiquement impossible.

La capacité de rétention doit être au moins égale à la quantité susceptible d'être épandue lors d'un incident.

Tout déversement accidentel dans les capacités de rétention doit aussitôt être récupéré et, soit recyclé, soit éliminé, en respectant les dispositions relatives au traitement des déchets.

III.2.3 : Épanchements de produits polluants

Pour les engins pour lesquels le remplissage des réservoirs en carburant ou en huiles est irréalisable sur une aire étanche, l'exploitant établit une consigne définissant la conduite à tenir pour éviter les incidents ou accidents pouvant être à l'origine d'une pollution, celle à tenir pour réparer en particulier les conséquences d'un épanchement de produits polluants et s'assure autant que nécessaire que cette consigne est connue de son personnel et est effectivement respectée.

Toute fuite sur un engin ou véhicule conditionne l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate qui s'impose.

CHAPITRE III.3 - EFFETS SUR L'AIR

L'émission dans l'atmosphère de fumées, poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

Les pistes sont arrosées en tant que de besoin pour lutter contre l'envol des poussières, nonobstant la sécurité des véhicules appelés à circuler au chantier et sur les pistes.

CHAPITRE III.4 - DÉCHETS

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par arrêté préfectoral du 01 février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 19 octobre 1999.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les huiles usagées sont éliminées conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés et à l'arrêté ministériel du 21 novembre 1989.

CHAPITRE III.5 - BRUITS

III.5.1 : Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7 h 30 à 17 h. En particulier, elle n'engendre pas un niveau acoustique équivalent, mesuré en dB(A) suivant la norme S 31.010 supérieur à :

64 dB(A) à hauteur des premières habitations du bourg de Saint-Maximin,

49,5 dB(A) à hauteur du hameau de "La Grande Folie",

55,5 dB(A) à hauteur des terrains constructibles au Sud-Ouest du site de la carrière.

Afin de garantir les limites précitées, l'exploitant satisfera en particulier aux dispositions suivantes :

un merlon de 2,5 m de hauteur au moins est édifié en partie Sud et Sud-Ouest de l'exploitation, s'il y a lieu, les travaux de déboisement, décapage, d'extraction, de concassage criblage des matériaux ou de remise en état des lieux seront découplés.

En dehors des périodes précitées, les activités liées à l'exploitation de la carrière sont mises à l'arrêt.

L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, au moins une fois par an. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant deux ans. Le premier de ces contrôles est effectué au plus tard sous le délai de deux mois après la mise en exploitation de la carrière.

III.5.2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE III.6 : ARCHÉOLOGIE

Les éventuelles découvertes de vestiges archéologiques seront déclarées dans les meilleurs délais au Service Régional de l'Archéologie et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toutes dispositions en cas de découverte de vestiges archéologiques pour en empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration.

CHAPITRE III.7 : Ouvrages de télécommunications

Tous travaux en bordure ou sur le domaine public, tel l'aménagement de l'accès au site, font l'objet d'un contact préalable avec l'Unité Régionale du Réseau de Picardie – Centre de Creil – Gestion du Patrimoine – 3 bd Gabriel Havez – BP 135 – 60107 CREIL CEDEX.

TITRE IV : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE IV.1 : EXTRACTIONS

Le site peut être excavé sur une profondeur moyenne de 13,2 m. Aucune extraction ne doit être réalisée sous la cote 50 m NGF.

Le volume total du gisement à exploiter est estimé à :

pierre de taille :	660 000 m ³ ;
autres matériaux calcaires :	3 712 500 m ³ ;
matériaux de découverte valorisables :	544 500 m ³ .

La production annuelle de matériaux calcaires est en moyenne de 206 000 t, au maximum de 260 000 t.

Le volume total des matériaux de découverte et des stériles est estimé à 1 270 500 m³ dont 66 000 m³ de terre végétale. Ils sont conservés sur le site, en vue de la remise en état des lieux.

CHAPITRE IV.2 : PHASAGE

L'exploitation est conduite en vingt-deux phases annuelles, les trois dernières années de l'autorisation d'exploiter étant réservées aux derniers travaux de remise en état des lieux.

Chaque phase d'exploitation couvre une surface d'environ 15 000 m². A toute époque, la surface en chantier (décapage de la prochaine phase à exploiter + phase en exploitation + remise en état des lieux déjà exploités) ne devra pas excéder 45 000 m². Afin de permettre le respect effectif de cette disposition, les extractions seront suspendues jusqu'à ce que les opérations de remise en état des lieux aient été réalisées.

CHAPITRE IV.3 : REMISE EN ÉTAT

La remise en état des lieux affectés par les travaux d'exploitation de la carrière, tant au cours de l'exploitation qu'à l'issue de celle-ci, doit être effectuée conformément aux engagements pris par la pétitionnaire tels qu'ils figurent au dossier de la demande. Elle est conduite de façon à rendre au site son usage initial.

La remise en état des lieux comprend en particulier :

- la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou des installations annexes ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritrus divers ;
- le nivellement des abords des excavations, à la cote du niveau avant exploitation ;
- la reconstitution du sol afin de permettre la végétalisation (ensemencements, plantations,
- le reverdissement effectué dès que possible, au plus tard six mois après la mise en place des terres,
- le reboisement des surfaces déboisées, à hauteur au moins de 12,7 ha dès la première période hivernale consécutive à la reconstitution des sols de chacune des zones concernées. Il est conduit à base d'essences locales, arborescentes et arbustives, à une densité de 1 100 plants par ha au moins, après concertation avec la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Pour la remise en état des lieux, sont mis en œuvre :

d'une part, les matériaux de découverte provenant du site de la carrière objet de la présente autorisation, sous réserve que l'exploitation des installations dont elle est le siège n'ait pas altéré leur innocuité pour l'environnement ; La terre arable est étalée en couverture, sur une épaisseur de 0,20 m au moins.

d'autre part, des remblais amenés de l'extérieur, dans la limite estimée de 3 022 440 m³, sous réserve que l'exploitant satisfasse aux prescriptions suivantes :

les remblais (déblais de terrassements, matériaux de démolition,...), sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes ;
les apports sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;
tenue à jour d'un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi que d'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

CHAPITRE IV.4 : DESSERTE DE L'ÉTABLISSEMENT

Les matériaux sont évacués :

les pierres ornementales, à l'extérieur du site, afin d'approvisionner le marché de la construction ou de la réhabilitation de monuments historiques ;
les calcaires "tendres", à l'extérieur du site, afin d'approvisionner le marché des travaux publics ;
les autres calcaires (calcaires "durs", caillasses, chutes d'équarrissage des blocs de pierres ornementales, ...) vers l'usine de fabrication d'agglomérés exploitée par la BPE LECIEUX sur le site mais en dehors de l'emprise de la carrière.

Pour les apports de remblais extérieurs amenés sur le site pour la remise en état des lieux et pour les évacuations de matériaux extraits, les camions empruntent depuis ou vers la RN 16 la section de la voie communale de Saint-Maximin à Apremont entre l'accès aménagé sur cette dernière pour desservir l'établissement BPE LECIEUX et la RN 16.

L'exploitant demande contractuellement aux transporteurs avec lesquels il traite d'emprunter les voies à grande circulation et d'éviter les agglomérations, en particulier celles proches de l'exploitation (CHANTILLY, CREIL, GOUVIEUX, LAMORLAYE...).

CHAPITRE IV.5 : ECRANS PHONIQUES ET VISUELS

Des merlons, hauts de 2,5 m au moins, sont mis en place aux endroits utiles afin de soustraire les zones en chantier de la vue du public, en particulier en limite Nord et Nord-Ouest du site, en limite Est des phases d'exploitation n° 1, 2, 7 et 8 et autour de celle n° 3.

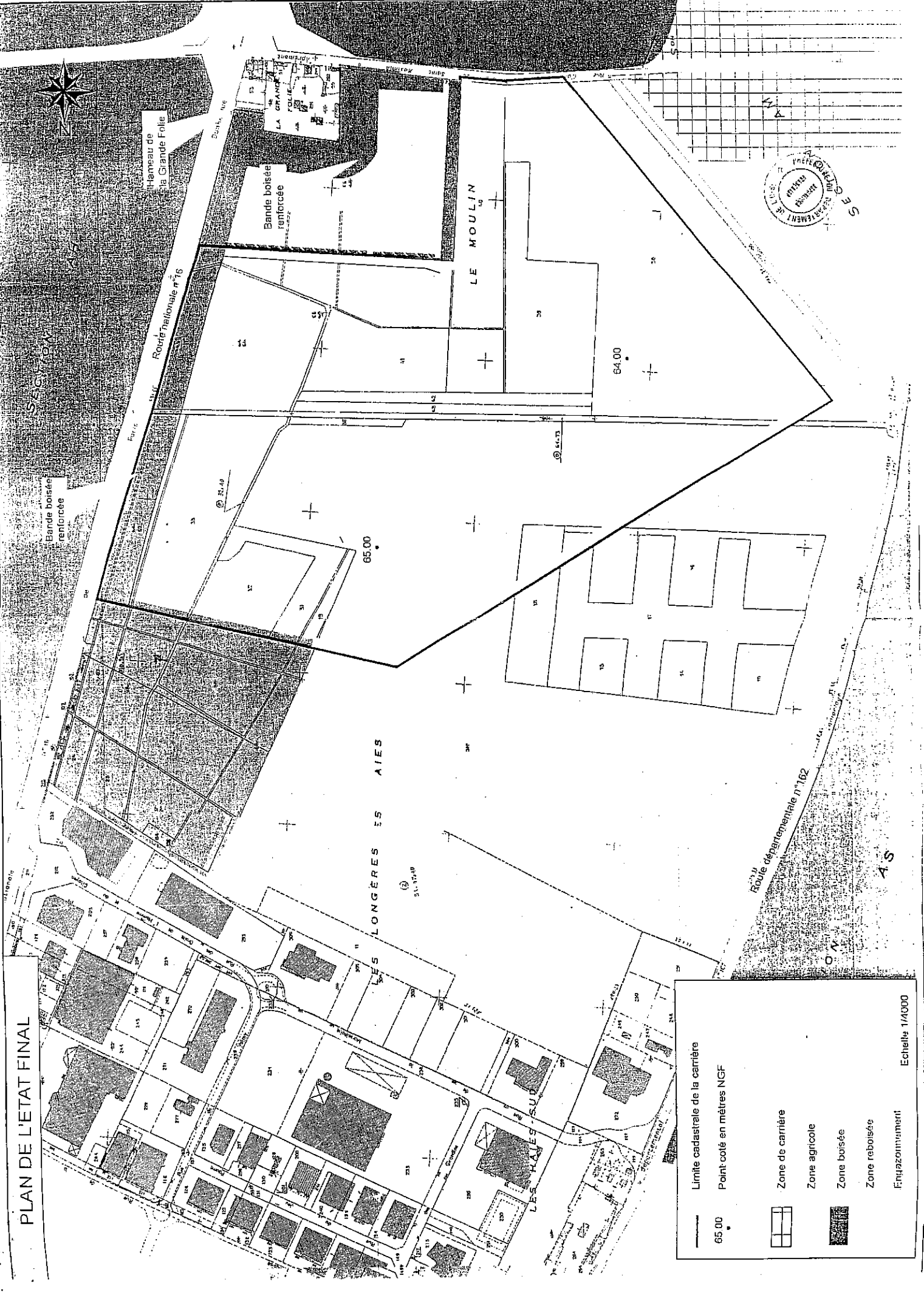
Les merlons périmétriques mis en place à usage d'écran afin de limiter les effets sonores de l'exploitation vers l'extérieur du site ou la vue sur le chantier depuis l'extérieur du site sont talutés, reverdis et entretenus autant que nécessaire pour être à toute époque intégrés de manière satisfaisante dans l'environnement. Au droit des boisements le long de la RN 16, du hameau de "La Grande Folie", du lotissement au Sud-Ouest du site, de la voie communale n° 3 (entre l'entrée du site et l'allée des marronniers) et de la limite Nord du site coté zone commerciale, ils sont implantés coté installations classées du site, de façon à renforcer la fonction écran des boisements.

Afin de s'intégrer au mieux dans le paysage, les merlons sont réalisés conformément au profil type figurant en annexe du présent arrêté.

CHAPITRE IV.6 : INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATERIAUX

L'installation mobile de concassage criblage est dotée des dispositifs utiles (bardage, protections caoutchoutées, ...) à réduire au minimum les émissions sonores qu'elle est susceptible d'engendrer. L'environnement habité ou susceptible de le devenir durant sa période de fonctionnement est pris en compte pour définir son implantation et son orientation afin limiter autant que possible la gêne pouvant résulter des émissions résiduelles. Dès que l'excavation résultant des extractions a une surface suffisante pour le permettre, elle est installée en fond de fouille.

PLAN DE L'ETAT FINAL

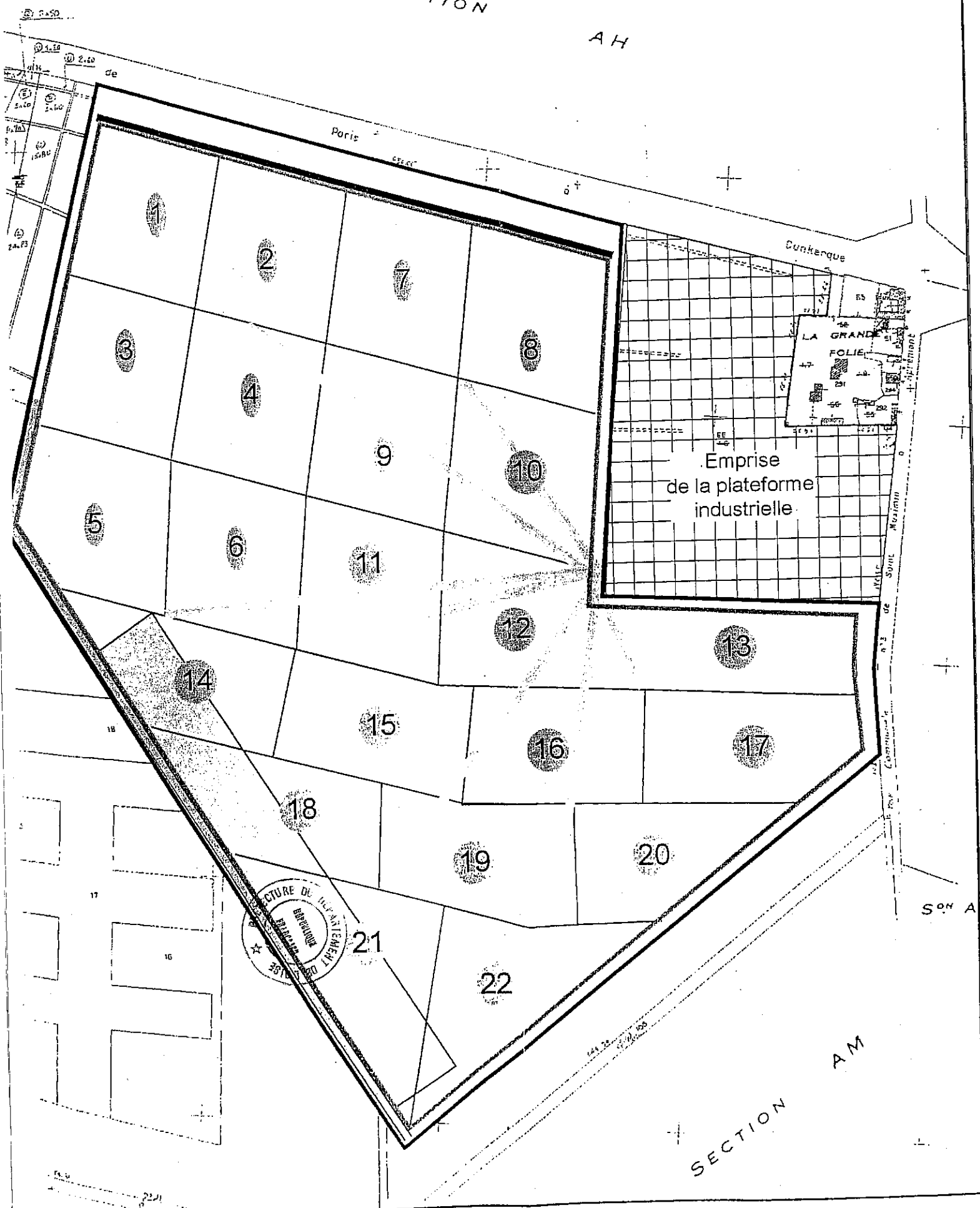


	Limite cadastrale de la carrière
65.00	Point coté en mètres NGF
	Zone de carrière
	Zone agricole
	Zone boisée
	Zone reboisée
	Emplacement

Echelle 1/4000

PLAN DE PHASAGE GLOBAL

SECTION AH

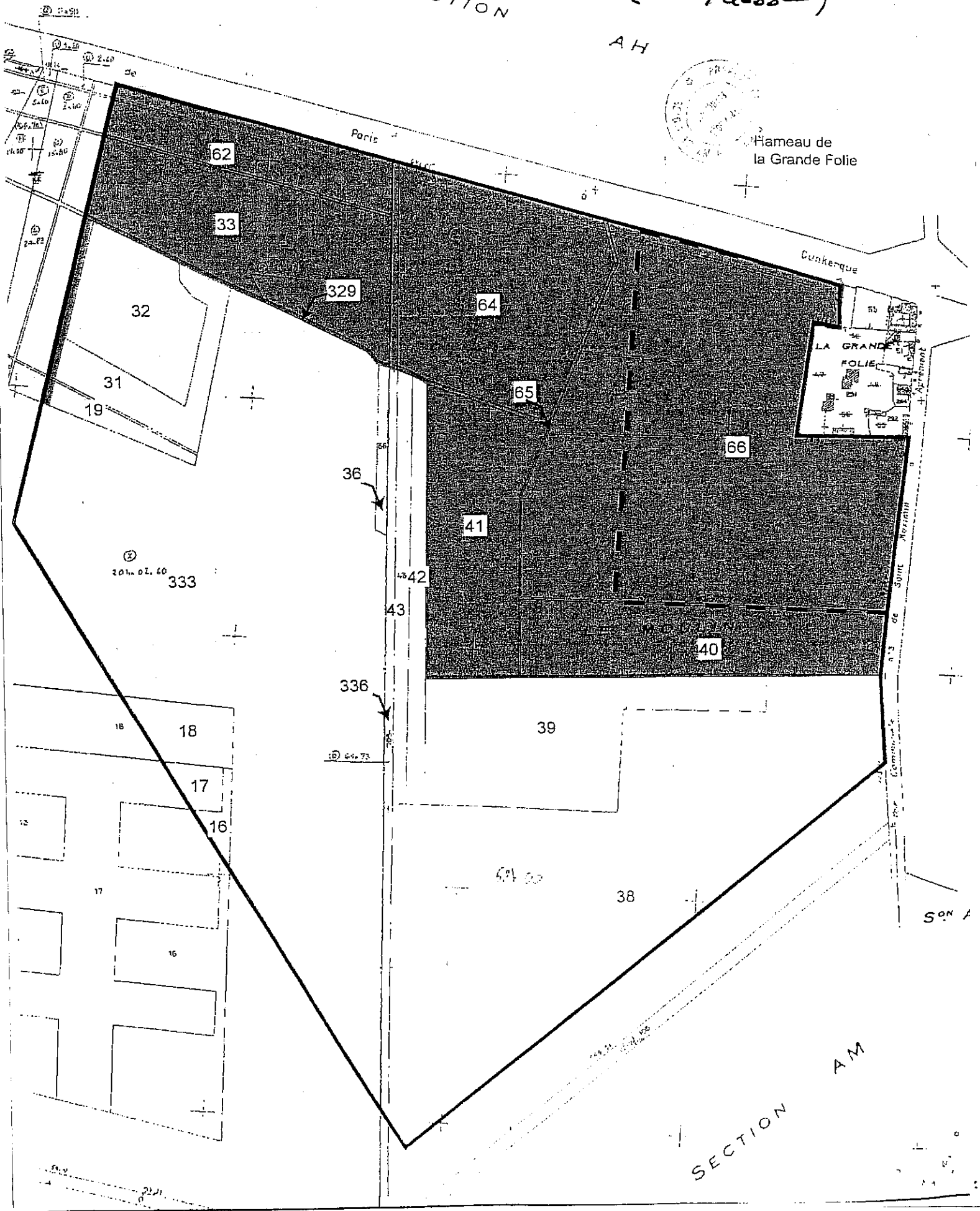


PLAN PARCELLAIRE
(au 1/40000^{ème})

SECTION

AH

Hameau de
la Grande Folie



CARRIERE LECIEUX

PRINCIPES D'AMENAGEMENT DU MERLON PERIPHERIQUE

Les merlons 2/1, de 2.50 m. de haut, proposés dans l'étude d'impact, repris et étendus à l'ensemble de la périphérie du site dans le projet d'arrière, risquent d'avoir un fort impact visuel ("effet mur") et présenter un caractère très artificiel au sein du plateau agricole.

Pour une meilleure intégration :

- ces merlons devront se raccorder progressivement au terrain naturel, notamment sur leur versant externe, ce qui implique au moins une pente de 5/1 coté extérieur et 3/1 coté carrière. Ce profil permettra de diminuer l'effet mur et d'assimiler le merlon à un mouvement naturel du terrain. Il facilitera également la gestion de la végétation ;
- ces merlons devront bénéficier d'une couverture de terre végétale et être végétalisés : végétation arbustive pour le merlon coté RN 16, plutôt herbacée pour les autres. Les espèces choisies devront être des espèces locales (types prairies ou haies champêtre), non ornementales ;
- la clôture devra être implantée coté carrière, si possible seulement autour de la zone en activité (la clôture suivrait ainsi l'exploitation).

Les merlons devront être démantelés en fin d'exploitation de la carrière pour retrouver l'ouverture visuelle sur le plateau agricole.

Au vu de la durée d'exploitation de la carrière, il semblerait judicieux de prévoir un phasage dans l'emprise du projet pour ne pas soustraire à la vue la totalité du plateau pendant 25 ans : première emprise avec merlon périphérique autour de la zone d'exploitation prévue sur 10 ans puis merlon périphérique autour de l'ensemble de la zone pour les 15 dernières années.

Ces principes devront être traduits et adaptés aux caractéristiques du terrain naturel et de son environnement :

- utilisation de la topographie existante dans la mise en place des merlons ;
- définition précise des portions à planter d'arbustes, nature de ces plantations....

Ce travail devra être réalisé dans le cadre de la CLIS.



